

**DEPARTEMENT DE
LA HAUTE-SAVOIE**

**ARRONDISSEMENT
DE ST JULIEN-EN-
GENEVOIS**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
ANNEMASSE – LES VOIRONS – AGGLOMERATION**

SIEGE : 11, AVENUE EMILE ZOLA – 74100 ANNEMASSE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL**

OBJET :

**CONVENTION DE
COOPERATION
TRANSFRONTALIERE
EN MATIERE DE
TRAITEMENT DES
MICROPOLLUANTS**

N° CC_2020_0047

Séance du : mercredi 26 février 2020

Convocation du : 19 février 2020

Nombre de membres en exercice au jour de la séance : 56

Président de séance : Christian DUPESSEY

Secrétaire de séance : Nadège ANCHISI

Membres présents :

Guillaume MATHELIER, Christian DUPESSEY, Christian AEBISCHER, Maryline BOUCHÉ, Robert BURGNIARD, Annie DERÔME, Madeleine FOURNIER, Dominique LACHENAL, Nabil LOUAAR, Louiza LOUNIS, Bernard SAGE-VALLIER, Mylène SAILLET RAPHOZ, Jean-Pierre BENOIST, Maxime GACONNET, Nicole CATASSO, Chantal BERGER, Paulette CLERC, Alain BOSSON, Philippe ZABE, Jean-Paul BOSLAND, Antoine BLOUIN, Nadège ANCHISI, Jean-François VUICHARD, Denis MAIRE, Jean-Luc SOULAT, Jacques BOUVARD, Gabriel DOUBLET, Danielle COTTET, Claude SCHNEIDER, Michelle AMOUDRUZ, Jean-Pierre BELMAS, Véronique FENEUL, Daniel KALOUSTIAN, Nadine JACQUIER, Josette CLAUDE, Maurice LAPERROUSAZ, Alain LETESSIER, Daniel DE CHIARA

Représentés :

Julien BEAUCHOT par Louiza LOUNIS, Michel BOUCHER par Dominique LACHENAL, Agnès CUNY par Madeleine FOURNIER, Claude ANTHONIOZ par Chantal BERGER, Isabelle VINCENT par Nadège ANCHISI, Jean-Claude LAMBERT par Michelle AMOUDRUZ

Excusés :

Estelle BOUCHET, Jean-Pierre VINCENTI, Salih KAYGISIZ, Eric MINCHELLA, Laetitia ZAGHOUEANE, Caroline DURET-NASR, Patrice RITZENTHALER, Yves CHEMINAL, Bernard BOCCARD, Jean-Louis CONUS, Catherine GAVARD-RIGAT, Edgard SAINT-SEVERIN

Vu les accords internationaux et notamment :

- l'échange de lettres franco-suisse du 12 juillet 1973 relatif à la création de la commission mixte consultative pour les problèmes de voisinages entre la République et canton de Genève et les départements français de l'Ain et de la Haute-Savoie ;
- le règlement de la commission mixte consultative pour les problèmes de voisinages entre la République et canton de Genève et les départements français de l'Ain et de la Haute-Savoie ;
- la convention des Nations Unies sur la protection et l'utilisation des eaux transfrontalières et les lacs internationaux du 17 mars 1992, entrée en vigueur le 6 octobre 1996 en Suisse (RS0.8 et 14.20) et le 28 septembre 1998 en France et le protocole sur l'eau et la santé ratifié par la Suisse en octobre 2006 ;
- l'accord de Karlsruhe sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et organismes publics locaux (AKCT) du 23 janvier 1996 entré en vigueur pour Genève le 1^{er} juillet 2004 (A 1 11) et pour la France le 2 février 2007 (article L. 1115-1 du Code général des Collectivités Territoriales) ;

Vu les dispositions relevant du droit fédéral et du droit cantonal suisses, notamment :

- les articles 56 et 76 de la Constitution fédérale de la Confédération Suisse du 18 avril 1999 (RS 101);
- l'article 61 c alinéa 2 de la loi sur l'organisation du gouvernement et de l'administration du 21 mars 1997 (RS 172.010) ;
- la loi fédérale sur la protection de l'environnement du 7 octobre 1983 (RS 814.01) ;
- la loi fédérale sur la protection des eaux du 24 janvier 1991 (RS 814.20) ;
- l'ordonnance fédérale sur la protection des eaux du 28 octobre 1998 (RS 814.201) ;
- l'ordonnance fédérale du DETEC concernant la vérification du taux d'épuration atteint avec les mesures prises pour éliminer les composés traces organiques dans les stations d'épuration des eaux usées du 3 novembre 2016 (RS 814.201.231) ;
- l'article 168 de la constitution de la République et canton de Genève du 14 octobre 2012 (RS/GE A 2 00) précisant que l'évacuation et le traitement des eaux usées constituent un monopole cantonal pouvant être délégué à une institution de droit public ;
- l'article 57 de la loi sur les eaux du 5 juillet 1961 (RS/GE L 2 05) prévoyant expressément que les installations et bâtiments du réseau primaire d'assainissement sont propriété des Services industriels de Genève ;
- la loi sur l'organisation des institutions de droit public du 22 septembre 2017 (RS/GE A 2 24);
- la loi sur l'organisation des Services Industriels de Genève du 5 octobre 1973 (RS/GE L 2 35) ;
- la loi ratifiant l'extension au canton de Genève de l'accord de Karlsruhe sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et organismes publics locaux signé le 23 janvier 1996, du 22 avril 2004 (RS/GE A 1 11.0) ;
- la loi fédérale du 12 juin 2009 (RS 641.20) régissant la taxe sur la valeur ajoutée et notamment l'article 107 Alinéa 1 let. b
- l'ordonnance du 27 novembre 2009 régissant la taxe sur la valeur ajoutée (RS 641.201) (articles 151 à 156)

Vu les dispositions relevant du droit interne français et notamment :

- Le Code de l'environnement et en particulier ses articles :
 - L.210-1 et L.211-1 à L.217-1 (eau et milieux aquatiques et marins) ;
 - R.211-94 à R.211-95 (zones sensibles) ;
 - R.214-1 et R.214-56 sur les procédures d'autorisation et de déclaration ;
- Le Code général des collectivités territoriales et, en particulier, ses articles :
 - L.1115-1 relatif à l'action extérieure des collectivités territoriales ;
 - L.2224-7 et suivants relatifs à l'eau et à l'assainissement ;
 - L.5216-5 relatif aux compétences de la communauté d'agglomération
- Le Code de la commande publique et, en particulier, l'article L.2511-6 relatif à la coopération entre pouvoirs adjudicateurs
- L'arrêté préfectoral n°2019-004 en date du 18 janvier 2019 modifiant les statuts de la Communauté d'Agglomération

Les eaux usées du territoire d'Annemasse Agglo sont actuellement traitées dans la station d'épuration (STEP) d'Ocybèle située sur la Commune de GAILLARD en bordure de l'Arve, près de la frontière suisse. Cette station d'épuration est exploitée en régie directe par Annemasse Agglo.

Côté suisse, les eaux usées sont traitées dans la STEP de Villette, propriété de SIG, située à environ 550 mètres de la STEP d'Ocybèle.

D'importants travaux d'amélioration et d'augmentation des capacités des installations sont actuellement menés sur les deux STEP.

Les stations d'épuration (STEP) d'Ocybèle et de Villette traitent à elles deux les eaux usées de 135'000 habitants, avant de les rejeter dans l'Arve. La protection durable de ce cours d'eau, dont les eaux alimentent la nappe phréatique du Genevois, précieuse ressource en eau potable du Grand Genève, est un objectif majeur pour la région et un intérêt public certain pour Annemasse-Agglo.

Les eaux usées constituant un important vecteur de rejets de micropolluants, Annemasse Agglo, l'État de Genève et SIG ont décidé de s'engager dans une collaboration exemplaire et innovante à l'échelle transfrontalière aux fins de mutualiser le traitement des effluents issus de ces deux STEP de manière à éliminer ces composés traces organiques.

La future installation de traitement étant située sur territoire suisse à la SLO de Villeneuve et aux vues du cumul des effluents des deux STEP, sa réalisation est éligible aux subventions de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV).

Dans ce contexte, compte tenu de l'intérêt d'un tel projet pour la mise en œuvre des missions de service public relatives à la protection de l'environnement et des ressources en eau partagée par les parties, ces dernières ont décidé de conclure la présente convention de coopération.

Cette convention est conclue pour une durée de 25 ans à compter de sa signature. C'est une convention tripartites entre Annemasse-Agglo, les Services Industriels Genevois (SIG) et la République et Canton de Genève.

Elle permet d'acter les modalités juridiques, financières et technique de ce partenariat, tant pour l'investissement que pour l'exploitation de l'ouvrage.

Ainsi, les montants d'investissements (13 137 414 € avec un taux de change à 1,1) ont été répartis sur la base des volumes à traiter soit 55,3 % pour Annemasse-Agglo et 44,7 % pour les SIG. Cela représente, après subventions de l'OFEV (75 % de subvention), un montant de 1 816 247 € HT à charge d'Annemasse Agglo.

Les frais de fonctionnement de l'installation seront aussi répartis entre Annemasse-Agglo et les SIG, selon une clé de répartition calculée annuellement prenant en compte les volumes et la qualité des eaux amenées par chacune des parties. Cette clé de répartition, à la mise en service de l'ouvrage, est de 66,7 % pour Annemasse-Agglo et 33,3 % pour les SIG. Cela représente un montant de 355 238 € HT supporté par Annemasse Agglo.

Concernant sa gouvernance, une instance de contrôle et de suivi est définie dans le cadre de la convention (Art. 4). elle se réunira annuellement. Elle sera composée de 2 conseillers communautaires et deux suppléants, un représentant de l'état de Genève, un représentant des SIG + les techniciens nécessaires. Elle suivra les travaux de l'investissement initial (elle aura le pouvoir de valider des variations du montant <10% du coût de référence) et l'exploitation de l'ouvrage (performance, coût, entretien,...). Enfin , elle aura un rôle de règlement amiable en cas de différent.

La signature de cette convention est prévue suite à l'adoption de cette dernière au présent conseil communautaire, elle a été validée par la Direction Générale des SIG et elle devra encore être soumise au Conseil d'Administration des SIG le 27 février 2020.

La mise en service de l'installation est prévue pour 2023.

Le Conseil Communautaire, entendu l'exposé du rapporteur,

Après en avoir délibéré :

A l'unanimité,

DECIDE :

D'APPROUVER la présente convention,

D'APPROUVER les modalités de financement dudit projet,

D'APPROUVER l'instauration d'une instance de suivi et de contrôle dont les deux membres titulaires et les deux membres suppléants seront désignés ultérieurement.

D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à signer la dite convention ainsi que toutes les pièces afférentes.

Envoyé en préfecture le 28/02/2020

Reçu en préfecture le 28/02/2020

Affiché le

SLO

ID : 074-200011773-20200227-CC_2020_0047-DE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le le délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la notification de la délibération ou de sa date d'affichage, ou à compter de la réponse d'Annemasse Agglo, si un recours gracieux a été préalablement déposé.